



Les associations de combattants démobilisés en République Démocratique du Congo : Dynamiques locales et synergies internes

AVANTAGES ET LIMITES D'UNE APPROCHE COLLECTIVE
DE LA RÉINTÉGRATION



Natasha Lemasle

© 2011 Banque internationale pour la reconstruction et le Développement / Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Web : www.worldbank.org, www.tdrp.net
Tous droits réservés

Cette étude a été produite dans le cadre du Programme transitionnel de démobilisation et réintégration (TDRP). Les observations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées présentées ici sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale ni des pays que ceux-ci représentent, ou bien les vues des bailleurs du TDRP.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Droits et licences

Pour tout renseignement sur les droits et licences concernant cette étude, envoyez votre demande, par courrier, à l'adresse suivante : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; par télécopie, au 202-522- 2422 ; ou par courriel à l'adresse : pubrights@worldbank.org.

Couverture : Duina Reyes
Photos: Natacha Lemasle



Programme transitionnel de démobilisation et réintégration

Les associations de combattants démobilisés en République Démocratique du Congo : Dynamiques locales et synergies internes

Avantages et limites d'une approche collective de la réintégration

Natacha Lemasle

Table des matières

Remerciements	v
Abréviations et Acronymes	vi
Résumé Exécutif	1
Introduction	3
a. Contexte et objectifs de l'étude.....	3
b. Méthodologie et limitations potentielles	4
I. Dynamiques locales de la création d'associations de démobilisés	7
A. Les influences extérieures dans la création d'associations de démobilisés	7
1. Le rôle des agences exécutives : création et accompagnement des associations	7
2. Les plateformes : des associations d'associations.....	8
B. S'associer ou ne pas s'associer ? Typologie des associations de démobilisés	9
1. S'associer pour s'entraider financièrement : les associations-mutuelles	9
a. Objectif : faire face à la maladie, au deuil et aux frais scolaires	10
b. Pratique : la majorité des associations comportent (et se limitent à) la dimension d'entraide sociale	10
2. S'associer pour créer des revenus : les associations - petites entreprises.....	11
a. Création de revenus : un objectif rarement atteint	11
b. L'augmentation des revenus individuels, à défaut de la création de revenus collectifs	12
c. L'accès à l'emploi individuel.....	12
d. Les obstacles aux activités productives et commerciales des associations	13
3. Ne pas s'associer : pourquoi choisir de rester à l'écart des associations ?	13
a. Méfiance	13
b. Crainte du manque d'efficacité	14
c. Difficulté d'accès aux associations existantes.....	14
d. Autres opportunités, autres choix.....	14
C. Enregistrement officiel ?	14
1. Le cadre légal : une procédure complexe et onéreuse.....	14
2. Pourquoi s'enregistrer ?	16
a. Éviter de susciter la suspicion.....	16
b. Accéder à l'aide	16
c. Recourir au microcrédit : une pratique très rare.....	17

A. Influence du contexte local pour la réintégration : des différences régionales mais partout une certaine méfiance à l'égard des démobilisés	18
B. Quels outils de socialisation entre démobilisés et membres de la communauté ?	19
1. Rôle des ONG locales et agences exécutives	19
a. Faire le lien entre démobilisés et associations existantes.....	19
b. Encourager les associations de démobilisés à l'ouverture aux membres de la communauté.....	19
c. Les formations : des lieux de socialisation	20
2. Importance des liens personnels antérieurs à la guerre	20
C. Associations regroupant démobilisés et membres de la communauté : quels bénéfices mutuels ?	21
1. Membres de la communauté : force de travail et ressources apportées par les démobilisés	21
a. Main d'œuvre et matériel.....	21
b. Opportunités nouvelles dans un contexte économique difficile.....	22
2. Démobilisés : accès aux moyens de production	22
III. Les dynamiques internes des associations : quelle gouvernance et quelles fonctions ?.....	23
A. Membership et gouvernance interne des associations de démobilisés.....	23
1. Hiérarchies de guerre et leadership en temps de paix	23
2. Gouvernance et transparence	24
a. Des préoccupations centrales pour les membres.....	24
b. La pratique : élections et répartition des responsabilités, une approche pragmatique.....	24
B. Les associations : au-delà des fonctions économique et d'entraide	25
1. Gestion des conflits	25
a. Résolutions des conflits internes	25
b. Médiation entre combattants démobilisés et membres de la communauté.....	26
2. Participation à la vie de la communauté	26
a. Un souci de se rendre utile à la communauté pour améliorer l'image des démobilisés	26
b. Les limites de la participation à la vie de la communauté: la réintégration politique incompatible avec la réintégration économique et sociale?	27
Conclusion.....	27
a. Les associations : de nombreux avantages pour la réintégration des combattants démobilisés	27
b. Vers une plus grande réalisation du potentiel des associations	27
c. Pistes de réflexion et futures recherches.....	28
Annexes	29
Annexe 1. Liste des personnes rencontrées.....	31
Annexe 2. Questionnaire Focus Groups.....	33
Annexe 3. Associations de combattants démobilisés : récapitulatif des 26 associations rencontrées.....	37
Bibliographie sélective.....	41

Remerciements

Nous adressons nos chaleureux remerciements à tous ceux qui ont apporté leur concours à cette étude, et nous ont généreusement accordé de leur temps pour nous faire partager leur expérience d'encadrement de ces associations, ou en tant que membres et fondateurs de ces associations.

Notre gratitude va tout d'abord aux 268 membres des 26 associations que nous avons rencontrés, combattants démobilisés et membres des communautés d'accueil, et qui ont accepté de prendre un peu de leur temps pour nous faire partager leur expérience de la vie associative.

Cette étude, rédigée par Natacha Lemasle sous la direction de Bernard Harnorne et Aki Stavrou et financée par le Programme transitionnel de démobilisation et réintégration (TDRP), a bénéficié du soutien de nombreux collègues de la Banque mondiale, en particulier Benjamin Buckhart et René Bauman.

Nous tenons également à remercier les nombreux partenaires sans qui cette étude n'aurait pu être réalisée, et en particulier l'Unité d'Exécution du Programme National pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (UEPNDDR) et Caritas qui ont apporté un concours précieux au travail de recherche sur le terrain. Les équipes de l'UEPNDDR et de Caritas ont en effet joué un rôle essentiel dans l'identification des associations de combattants démobilisés et dans l'organisation des focus groups qui se sont tenus à Kinshasa, Kisangani, Kalemie, Kindu, Lubumbashi et Likasi en Octobre-Novembre 2010. En particulier, nous remercions au sein de l'UEPNDDR : le Professeur Grévisse Ditend, Administrateur de projet, Grégoire Ntambua, Spécialiste Suivi et Évaluation, Valentin Dz'Tso, Chargé de la réintégration, ainsi que les agents de liaison qui ont accompagné notre recherche sur le terrain : Esther Shimba Mwema (Kin-

shasa et Bas Congo), René Siléki (Kinsangani), Jean Dieudonné Idumba Lukinga (Kindu), et Innocent Mirindi (Lubumbashi). De même, au sein de Caritas nos remerciements vont en particulier à Guezing Kzinga (chargé des programmes), Micheline Mbula (coordonnatrice – Kisangani) et Frank Ekambu (sensibilisateur – Kisangani), François Milabjo (superviseur de projet – Kindu), Justine Yohali Selemani et Zacharie Mimpila Bikenge (animateurs – Kindu), François Masimango Kahosi et Jeancy Kikoti (superviseurs – Kalemie), Evariste Kasango (chargé de projet – Kalemie).

Merci également à nos partenaires et collègues qui ont accepté de nous faire partager leur expertise en matière de vie associative en RDC : Jean Marie Nsambu Ndombasi Mabibi (Secrétaire exécutif national - Fédération des ONG Laïques à Vocation Économique), Robert Mabala Kasongo (Secrétaire général - Conseil National des ONG de Développement du Congo), Sylvain Ntumba Mutuenzenzabu (Directeur National - Institut Africain de Développement Économique et Social), Salif Guigma (Chef Projet PARSAC - FAO), Marcel Ndoko (Chef de Projet adjoint PARSAC – FAO), Stanislas Mbongo (Chef de Projet adjoint PARSAC – FAO), Justin Mashoko (Chef sous bureau FAO Sud Katanga), Julienne Mbakwa (Coordonnatrice – Union d'Action pour la Promotion et l'Assistance Sociale).

Nous tenons tout particulièrement à souligner le travail de Grégoire Ntambua, spécialiste de Suivi et Évaluation à l'UEPNDDR qui a fourni des conseils et commentaires pertinents dans la rédaction des questionnaires, a été un pilier de la mission de recherche sur le terrain et a fourni des commentaires et clarifications précieuses qui ont permis d'enrichir ce rapport. Nous sommes profondément attristés du décès prématuré de Grégoire, dont l'intelligence, la sagesse et l'humour faisaient un collègue et un ami précieux.

Abréviations et Acronymes

ASPH	Association Agropastorale des Personnes Vivant avec Handicap
AVIKAM	Association des Jeunes pour le Développement
CDDE	Cercle des Démobilisés pour le Développement et l'Entraide
CONADER	Commission Nationale pour le DDR
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
FAO	Food and Agriculture Organization
FG	Focus Group
GBVA	Groupe des Boulangers et Vulnérables Associés
INADES	Institut Africain de Développement Économique et Social
INPP	Institut National pour la Préparation Professionnelle
LEBLED	Encadrement des Blessés de Guerre et Démobilisés
MDRP	Programme multi-pays de démobilisation et réintégration
OCHA	Organisation de coordination des actions humanitaires
ONG	Organisation non gouvernementale
PNDDR	Programme National pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration
RDC	République Démocratique du Congo
SOPPOC	Sondage d'opinion sur la perception de la pauvreté par la population congolaise
TDRP	Programme transitionnel de démobilisation et réintégration
UEPNDDR	Unité d'Exécution du Programme National pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion
UNAPAS	Union d'Action pour la Promotion et l'Assistance Sociale

Résumé Exécutif

En République Démocratique du Congo, 58% des ménages déclarent qu'au moins un de ses membres appartient à une association. Dans un contexte associatif aussi vivant, une approche collective de la réintégration des anciens combattants a été progressivement mise en œuvre. Pourtant, l'on dispose de peu d'information sur la manière dont ces associations accompagnent la réintégration des ex-combattants et contribuent à réparer le tissu social et économique.

Afin de mieux comprendre ce phénomène, le Programme transitionnel de démobilisation et réintégration (TDRP) a financé cette étude, dirigée par le Dr. Natacha Lemasle dans six localités : Kinshasa, Kisan-gani, Kindu, Kalemie, Lubumbashi, et Likasi.

Le Dr. Lemasle a ainsi mené des entretiens collectifs avec des membres d'associations représentant un large éventail d'activités (menuiserie, couture, fabrication de briques, maraîchage, élevage, fabrication de savon, etc.). La majorité associations ayant participé à l'étude comprenaient en effet à la fois ex-combattants et membres de la communauté : certaines avaient été créées par des ex-combattants puis ont ensuite été rejointes par des membres de la communauté, dans d'autres cas de sont des membres de la communauté qui ont créé ces associations, avant de s'ouvrir aux ex-combattants arrivant dans la région.

Au total, 268 congolais, membres de 26 associations ont participé aux entretiens collectifs. Afin de croiser les informations recueillies, le Dr. Lemasle a également mené des entretiens individuels avec des représentants du Programme National pour le Désarmement, la Démobilisations, et la Réinsertion (PNDDR), des agences exécutives locales, des organisations non gouvernementales, ainsi que certains membres et leaders de ces associations.

Alors que l'on aurait pu s'attendre à ce que ces associations, regroupées autour d'un métier et d'une activité économique jouent principalement un rôle économique, cette étude montre que ces associations ont en réalité avant tout une fonction sociale. Ces associations sont principalement des associations d'entraide qui offrent un moyen de faire face à des situations de vulnérabilité. 25 des 26 associations rencontrées ont ainsi spontanément justifié leur existence par le besoin de mécanismes d'entraide pour faire face aux chocs imprévus. Presque toutes les associations rencontrées ont ainsi déclaré prendre en charge un partie des frais médicaux de leurs membres, 3 associations sur 5 ont déclaré participer aux frais de funérailles, et 2 sur 5 ont annoncé proposer des prêts pour le paiement des frais scolaires des enfants de leurs membres.

Les associations jouent aussi un rôle de socialisation important entre ex-combattants et membres de la communauté d'accueil. Encouragées par les bailleurs et les organisations non gouvernementales (ONG), les associations d'ex-combattants se sont en effet ouvertes aux membres de la communauté et vice-versa. Ces interactions entre les deux groupes facilitent l'accès aux ex-combattants souvent nouveaux venus, aux moyens de production. Les associations, et en particulier leurs présidents, vice-présidents et conseillers, participent activement à la résolution de conflits entre membres de l'association, mais aussi parfois entre membres de l'association et communauté d'accueil.

En revanche, ces associations d'ex-combattants jouent un rôle économique limité et sont rarement génératrices de revenus. Moins de 5 associations sur les 26 rencontrées parvenaient à créer des revenus significatifs et redistribués à leurs membres de manière régulière. Cette étude identifie quatre principales barrières à la création de revenus :

- Les coûts élevés d'enregistrement des associations et la complexité des procédures administratives
- Le manque d'accès au microcrédit
- Le manque de connaissance des besoins du marché
- Le manque de capacités de gestion.

Afin de renforcer le potentiel économique de ces associations, des mesures simples telles qu'une aide dans le processus d'enregistrement, une facilitation de l'accès au microcrédit, et des formations en gestion

pourraient avoir un impact significatif.

Les résultats de cette étude ont été présentés à la Commission Nationale pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion à Kinshasa, ainsi qu'aux principaux partenaires et agences exécutives. La discussion qui a suivi a confirmé le besoin d'appuyer les associations d'ex-combattants, en particulier en facilitant leur enregistrement légal, fournissant des formations de base en gestion et en accès aux services bancaires et de microcrédit.